

Au Journal officiel du 4 au 10 mars 2017

Au Journal officiel du 4 au 10 mars 2017

13/03/2017

Au Journal officiel du 4 au 10 mars 2017

La Rédaction législation de LexisNexis vous propose une sélection des textes les plus importants parus au Journal officiel.

Au JO du 4 mars 2017 :

- Décret n° 2017-278 du 2 mars 2017 relatif au **décal de déclaration de naissance**. – *Modification du décret n° 60-1265 du 25 novembre 1960 ;*
- Arrêté du 23 février 2017 modifiant l'arrêté du 28 novembre 1991 approuvant les **modèles types de notice d'information relative au contrat de construction d'une maison individuelle**. – *Modification de l'arrêté du 28 novembre 1991.*

Au JO du 5 mars 2017 :

- Décret n° 2017-279 du 2 mars 2017 relatif à la **transparence des dépenses liées aux activités d'influence ou de représentation d'intérêts des fabricants, importateurs, distributeurs de produits du tabac et de leurs représentants**. – *Modification du Code de la santé publique. – Voir également CNIL, délibération n° 2016-376 du 8 décembre 2016 ;*
- Décret n° 2017-280 du 2 mars 2017 relatif à l'**organisation financière des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du Code de la sécurité sociale**. – *Modification du Code de la santé publique et du décret n° 2010-425 du 29 avril 2010 ;*
- Décret n° 2017-281 du 2 mars 2017 approuvant le **référentiel national de réduction des risques en direction des personnes prostituées et complétant le Code de la santé publique**. – *Modification du Code de la santé publique ;*
- Décret n° 2017-282 du 2 mars 2017 relatif aux **installations d'importance vitale relevant du ministre de la défense et modifiant certaines dispositions du Code de la défense**. – *Modification du Code de la défense et du décret n° 2015-1029 du 19 août 2015 ;*
- Décret n° 2017-284 du 2 mars 2017 pris pour l'**application des articles L. 123-7 et L. 311-6 du Code de la propriété intellectuelle**. – *Modification du Code de la propriété intellectuelle.*

Au JO du 7 mars 2017 :

- LOI n° 2017-285 du 6 mars 2017 visant à **favoriser l'assainissement cadastral et la résorption du désordre de propriété**. – *Modification du Code général des impôts et de la loi*

du 31 mars 1884 ;

- LOI n° 2017-286 du 6 mars 2017 tendant à **renforcer les obligations comptables des partis politiques et des candidats**. – *Modification du Code électoral et de la loi n° 88-227 du 11 mars 1988 ;*
- Arrêté du 27 février 2017 portant **homologation de modifications du règlement général de l'Autorité des marchés financiers**. – *Modification du règlement général de l'Autorité des marchés financiers ;*
- Arrêté du 27 février 2017 **modifiant l'arrêté du 26 novembre 2015** portant création d'un traitement de données à caractère personnel relatif à la constitution d'un référentiel des navires professionnels dénommé « **NAVPRO** ». – *Modification de l'arrêté du 26 novembre 2015 ;*
- Arrêté du 28 février 2017 modifiant l'arrêté du 24 janvier 2017 **relatif à la publicité des prix des prestations de dépannage, de réparation et d'entretien dans le secteur du bâtiment et de l'équipement de la maison**. – *Modification de l'arrêté du 24 janvier 2017 ;*
- Arrêté du 27 février 2017 relatif au **traitement automatisé de données à caractère personnel dénommé « portail de signalement des événements sanitaires indésirables »**. – *Voir également CNIL, délibération n° 2016-325 du 3 novembre 2016 ;*
- Arrêté du 27 février 2017 **fixant la liste des catégories d'événements sanitaires indésirables pour lesquels la déclaration ou le signalement peut s'effectuer au moyen du portail de signalement des événements sanitaires indésirables**.

Au JO du 8 mars 2017 :

- LOI n° 2017-289 du 7 mars 2017 **ratifiant les ordonnances n° 2016-1561 du 21 novembre 2016** complétant et précisant les règles budgétaires, financières, fiscales et comptables applicables à la collectivité de Corse, **n° 2016-1562 du 21 novembre 2016** portant diverses mesures institutionnelles relatives à la collectivité de Corse et **n° 2016-1563 du 21 novembre 2016** portant diverses mesures électorales applicables en Corse. – *Ratification et Modification de l'ordonnance n° 2016-1561 du 21 novembre 2016 et de l'ordonnance n° 2016-1562 du 21 novembre 2016. – Ratification de l'ordonnance n° 2016-1563 du 21 novembre 2016 ;*
- Décret n° 2017-291 du 6 mars 2017 relatif aux **conditions de mise en œuvre de l'interdiction de mise sur le marché des produits cosmétiques** rincés à usage d'exfoliation ou de nettoyage comportant des particules plastiques solides et des bâtonnets ouatés à usage domestique dont la tige est en plastique. – *Modification du Code de l'environnement. – Ce texte contient des dates d'entrée en vigueur particulières (cf. art. 6) ;*
- Arrêté du 2 mars 2017 **modifiant l'arrêté du 18 juin 1991 relatif à la mise en place et à l'organisation du contrôle technique des véhicules dont le poids n'excède pas 3,5 tonnes**. – *Modification de l'arrêté du 18 juin 1991. – Ce texte contient des dates d'entrée en vigueur particulières (cf. art. 36 et 37) ;*
- Décret n° 2017-292 du 6 mars 2017 relatif au **temps légal français**. – *Abrogation du décret*

n° 78-855 du 9 août 1978 et du décret n° 79-896 du 17 octobre 1979 (cf. art. 5) ;

- Décret n° 2017-293 du 6 mars 2017 **relatif aux procédures de transfert de portefeuilles de contrats d'assurance.** – *Modification du Code des assurances et du Code monétaire et financier ;*
- Arrêté du 6 mars 2017 **fixant la liste des cours d'appel de zone de défense et de sécurité ;**
- Arrêté du 13 février 2017 **modifiant l'annexe 1 de l'arrêté du 7 octobre 2015 fixant la nature, le format et le contenu des documents des sociétés d'économie mixte agréées objets de la transmission prévue à l'article R. 481-14 du Code de la construction et de l'habitation.** – *Modification de l'arrêté du 7 octobre 2015.*

À signaler également au titre de ce JO :

- **Décision n° 394310 du 24 février 2017 du Conseil d'Etat statuant au contentieux : D. n° 2015-1065, 26 août 2015.**

Au JO du 10 mars 2017 :

- Ordonnance n° 2017-303 du 9 mars 2017 relative aux **actions en dommages et intérêts du fait des pratiques anticoncurrentielles.** – *Modification du Code de commerce, du Code de la consommation, du Code de justice administrative, du Code de l'organisation judiciaire.* – *Ce texte entre en vigueur le lendemain de sa publication (cf. art. 12, I) ;*
- Décret n° 2017-299 du 8 mars 2017 portant **application de la loi n° 2014-774 du 7 juillet 2014 visant à répartir les responsabilités et les charges financières concernant les ouvrages d'art de rétablissement de voies** et modifiant le Code général de la propriété des personnes publiques. – *Modification du Code général de la propriété des personnes publiques ;*
- Décret n° 2017-301 du 8 mars 2017 relatif aux **modalités de calcul et aux dispositifs d'exonération des cotisations de sécurité sociale des travailleurs indépendants non agricoles.** – *Modification du Code de la sécurité sociale ;*
- Décret n° 2017-302 du 8 mars 2017 **fixant le délai pendant lequel le créancier peut s'opposer à la proposition de plan conventionnel de redressement.** – *Modification du Code de la consommation.* – *Ce texte entre en vigueur le 1er janvier 2018 (cf. art. 2) ;*
- Décret n° 2017-304 du 8 mars 2017 **fixant les seuils d'ouverture par un administrateur judiciaire ou un mandataire judiciaire d'un compte distinct par procédure de sauvegarde, de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire.** – *Modification du Code de commerce.* – *Ce texte, ainsi que l'article L. 814-15 du Code de commerce, entrent en vigueur le 1er mai 2017 (cf. art. 3) ;*
- Décret n° 2017-305 du 9 mars 2017 relatif aux **actions en dommages et intérêts du fait des pratiques anticoncurrentielles.** – *Modification du Code de commerce, du Code de justice administrative et du Code de l'organisation judiciaire ;*

-
- Arrêté du 2 février 2017 **fixant le modèle de convention prévue à l'article 371 ter C de l'annexe II au Code général des impôts** conclue entre les certificateurs à l'étranger et l'administration fiscale ;

 - Arrêté du 8 mars 2017 prévoyant la **mise en œuvre de la majoration des minima de perception, prévue par l'article 575 du Code général des impôts.**

La Rédaction Législation

© LexisNexis SA